

Le Monde, 18 octobre 2021

« En Algérie, la polémique mémorielle cherche à masquer l'isolement et la fragilité d'un régime »

Ali Bensaad

Professeur de géopolitique

Le discours d'Emmanuel Macron sur la « rente mémorielle » algérienne intervient à un moment où le pays, qui s'est décrédibilisé et « neutralisé géopolitiquement », veut faire oublier sa vulnérabilité en faisant diversion, explique le professeur de géopolitique Ali Bensaad dans une tribune au « Monde ».

Tribune. Rien n'a été dit par Emmanuel Macron sur le pouvoir algérien qui n'ait déjà été dit et crié fort en Algérie même. Il en a seulement pris avantage pour semer le doute sur les fondements d'une nation algérienne. S'il s'est permis de le faire, ou a cru – pour des calculs électoralistes – devoir le faire, c'est parce que le discrédit du régime algérien est tel qu'il rejaillit sur l'image de tout le pays. Pour cette raison, il ne se trouve plus personne en France pour le défendre, alors même que sa guerre de libération, puis ses tentatives de développement et de lutte pour le rééquilibrage des rapports Nord-Sud, malgré leurs errements, lui avaient valu la sympathie de larges secteurs de l'opinion française et de nombre de ses intellectuels.

Les pratiques autoritaires et prédatrices du régime ont fini par dilapider le capital de sympathie dont bénéficiait le pays et lui aliéner ses soutiens. Pis, ils ont justifié, a posteriori, les thèses revanchardes de l'extrême droite et des tenants de « l'Algérie française » en leur offrant l'alibi d'une « république bananière ». Remuer le couteau dans la plaie des tares du régime pour jeter l'opprobre sur le parcours libérateur du pays procure dorénavant un avantage électoral. Le régime algérien porte une part de responsabilité dans ce glissement de l'opinion française.

Isolée dans ses bastions stratégiques

La désespérance qu'il a introduite dans la société est telle que nombre de ses citoyens identifient les figures militaires et civiles de ce système à des « colons » et le crient dans les manifestations. Il ne sert à rien de s'offusquer d'un tel anachronisme, qui exprime plutôt la violence d'un ressenti. Le discrédit du système politico-militaire algérien est tel que, par ricochet, il a abouti à crédibiliser la monarchie marocaine et à faire occulter la dimension corrompue et autoritaire d'un makhzen [*système de pouvoir monarchique*] archaïque.

Mais l'Algérie s'est isolée même dans ses bastions stratégiques, comme en Afrique, où le retour en force du Maroc a entraîné dans son sillage celui d'Israël, illustré par son statut d'observateur à l'Union africaine, obtenu [*en juillet*] au moment même où ce pays dénie plus que jamais tout droit aux Palestiniens.

« Comme en France, le débat focalisé sur les questions identitaires et mémorielles sert à occulter les impasses dans lesquelles le régime a enferré le pays »

L'intérêt n'est pas dans [ce qu'a dit M. Macron sur la nation algérienne](#) [*le 30 septembre, au cours d'un échange avec des jeunes, Français d'origine algérienne, binationaux et pour certains Algériens*]. Il a repris des clichés aussi vieux que démentis par les historiens, et qui vont et viennent au gré des enjeux électoraux. Ce qu'il y a de nouveau, c'est le contexte dans lequel intervient cette énième polémique. Celui de l'extrême isolement dans lequel s'est placé le régime algérien, dans le pays d'abord, comme l'illustre le Hirak, et à l'international ensuite, et qui vulnérabilise à l'extrême l'Algérie. C'est cela qui en fait de l'Algérie la cible facile des révisionnistes de la décolonisation. C'est cela aussi qui élargit, en France, le cercle de l'inimitié, ou au moins de l'antipathie, en dehors des secteurs traditionnellement hostiles. Mais c'est surtout cela qui, faisant de l'Algérie « l'homme malade du Maghreb », a abouti à un effacement de sa présence sur la scène internationale et a aiguisé des appétits pour l'en bouter.

Effacement dans des enjeux régionaux

Géopolitiquement, l'Algérie est un pays neutralisé, contraint à la défensive, comme l'illustrent d'un côté son effacement dans des enjeux régionaux qui affectent directement sa sécurité – tel le conflit libyen – et, de l'autre, l'immense mur défensif qu'elle construit le long de ses vastes frontières, notamment sahariennes, et qui n'est pas sans rappeler celui que le Maroc avait érigé quand il ne pouvait résister aux assauts du Front Polisario.

La véritable question, c'est cette vulnérabilité dans laquelle le régime a placé le pays. C'est cette réalité que celui-ci veut faire oublier en se saisissant de la perche de la saillie provocatrice de Macron. Comme en France, le débat focalisé sur les questions identitaires et mémorielles sert de diversion pour occulter les impasses dans lesquelles le régime a enfermé le pays. D'ailleurs, il décrédibilise par ses propres pratiques ses revendications mémorielles, comme celle [consistant à réclamer le retour en Algérie des archives](#) [*rapatriées en France après l'indépendance de 1962*], alors qu'il interdit à ses chercheurs l'accès à celles qui s'y trouvent déjà. Sans parler des entraves au travail de recherche, qui n'est qu'une facette d'une répression en train de se généraliser.

L'épouvantail du danger extérieur

Il y a une fuite en avant dans un tout-répressif qui accentue les fissures de l'édifice national. L'instrumentalisation de la question régionale, notamment kabyle, n'est pas la moins dangereuse pour la cohésion nationale. Cela se traduit, à l'international, par la multiplication des tensions régionales et le recours à des casus belli, dans une sorte de prophétie autoréalisatrice de « forteresse assiégée » qui justifierait les déboires du régime et le légitimerait par l'épouvantail du danger extérieur. La fébrilité de cette fuite en avant laisse craindre que ne soit plus exclue l'option d'une guerre, avec l'illusion, classique, qu'elle pourrait renflouer son déficit de légitimité et ressouder autour de ce dernier une population qui, depuis le 22 février 2019 [*début du Hirak*], lui tourne le dos.

Cette crainte est d'autant fondée que cette option a des chances de trouver un écho au Maroc, pays autant surarmé que l'Algérie, et où l'alliance avec Israël donne un surcroît d'hubris à certains cercles qui pensent régler par une sorte de guerre éclair la question du Sahara occidental et, dans la foulée, celle de la suprématie régionale.

Ce n'est pas seulement l'embrasement régional qu'il faudra alors craindre, mais le risque d'effondrement de l'Etat national : la pénurie d'oxygène au plus fort de la pandémie de Covid-19 et la crise liée aux incendies [*qui ont ravagé le nord de l'Algérie en août*] ont révélé une fragilité telle qu'il ne pouvait déjà plus assurer ses missions régaliennes. De l'Irak à la

Syrie en passant par le Yémen et la Libye, on sait comment les conflits armés précipitent la chute des Etats. Le risque que l'Algérie rejoigne cet arc des « Etats faillis » ne serait alors plus de l'ordre de l'improbable.

Ali Bensaad est professeur à l'Institut français de géopolitique, université Paris-VIII.